

CRÉDITS BANCAIRES AUX MÉNAGES ET ENTREPRISES

# Tous les montants seront déclarés à la centrale des risques

**Tous les montants des crédits bancaires octroyés aux ménages et entreprises devront être déclarés à la centrale des risques aux ménages et entreprises, auprès de la Banque d'Algérie.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Déjà opérationnelle, cette centrale bénéficiera d'une infrastructure modernisée dès 2013, selon le gouverneur de la Banque d'Algérie qui s'exprimait en marge de la 13<sup>e</sup> Conférence des présidents des banques maghrébines,

organisée jeudi dernier, à l'hôtel Hilton à Alger sous l'égide de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef) et de l'Union des banques maghrébines.

Selon Mohamed Laksaci, cette centrale recevra les déclarations

des crédits octroyés quels que soient leurs montants.

En ce sens, le seuil de deux millions de dinars exigible à la déclaration bancaire ne sera plus en vigueur et tous les montants de crédits seront soumis au dispositif de management des risques. Et cela même si le niveau des crédits particuliers est réputé minime par rapport à ceux du corporatif (entreprises), dans la mesure notable où les crédits à la

consommation sauf immobilier ne sont plus autorisés depuis 2009.

Mais aussi dans la mesure où la Banque d'Algérie, en charge de la supervision et du contrôle bancaire, la détection précoce et investie d'une «mission légale» en matière de consolidation de la stabilité financière, entend développer une cartographie des risques et renforcer le contrôle interne aux banques. Un double objectif inscrit, selon Mohamed Laksaci qui

en a présenté la philosophie devant les représentants des établissements bancaires et financiers maghrébines, dans un récent règlement du Conseil de la monnaie et du crédit.

Adopté le 28 novembre 2011, ce règlement définit clairement le dispositif de contrôle interne des banques et, ainsi, complète l'arsenal législatif et réglementaire relatif à la surveillance bancaire.

C. B.

ELLES SERONT NOTÉES DÈS L'ANNÉE PROCHAINE

## Les banques respectent les règles prudentielles

**Les banques de droit algérien respectent «largement» les règles prudentielles et seront sujettes à notation dès l'année prochaine, selon le gouverneur de la Banque d'Algérie.**

Satisfait, Mohamed Laksaci l'était, jeudi dernier, quant à la situation financière des banques nationales et étrangères opérant en Algérie. Devant les représentants des communautés bancaires maghrébines et d'institutions financières internationales, le gouverneur a relevé la bonne conduite des banques algériennes, comparativement aux autres banques internationales, notamment européennes.

Estimant que la réglementation prudentielle mise en place progressivement en Algérie est conforme aux directives internationales adoptées sous l'égide du Comité de Bâle (Bale II et III), Mohamed Laksaci a indiqué que les vingt établissements agréés «respectent largement» les règles prudentielles. Ils enregistrent, relève-t-il, un ratio de solvabilité bancaire (couverture des engagements par les fonds propres) de l'ordre de 24% à la fin 2011. Soit, un ratio fonds propres réglementaires par rapport aux risques encourus de 24% et un ratio fonds

propres réglementaires de base par rapport aux risques encourus de 17,2%.

### Mieux qu'en Europe

Des ratios «appréciables» dans le contexte de renforcement «substantiel» des règles prudentielles et d'autant que les banques ont été fortement recapitalisées en 2009 et disposent de ressources et liquidités.

Et alors qu'impactés lourdement par la crise financière et la crise des dettes souveraines, les ratios de solvabilité en Europe sont «nettement plus inférieurs», dira Mohamed Laksaci. Et cela même si plusieurs banques européennes, dont des françaises, ont «résisté» et affichent de meilleurs résultats financiers et ont mis en branle des réformes structurelles, comme le relèvera un membre du comité de direction de la Fédération des banques françaises, Jean-François Pons.

### Vers le rating des banques

Pour autant, et au regard du souci de préserver la stabilité financière, les banques de droit algérien seront sujettes dès l'année prochaine à la notation (rating) selon leurs performances en matière de maîtrise des risques.

A ce propos, Mohamed Laksaci a indiqué qu'un système de notation par la Banque centrale des établissements de crédits a été mûri depuis trois ans

selon les standards internationaux, prenant en compte les ratios de solvabilité, le rendement des fonds propres et des actifs et la gestion de liquidité. Initiée à titre pilote, expérimental, au niveau de deux banques, l'une publique et l'autre privée, cette opération sera généralisée à tout l'establishment bancaire dès 2013. Ce qui devrait permettre une approche plus opérationnelle du risque et de renforcer la capacité de détection précoce de la vulnérabilité des banques.

### Laksaci prône la bonne gouvernance

Et cela, dans le contexte où la promotion de la bonne gouvernance, thème de la 13<sup>e</sup> Conférence des présidents des banques maghrébines, est «au centre des préoccupations des pouvoirs publics, de la Banque d'Algérie, du Conseil de la monnaie et du crédit et de la Commission bancaire», affirme Mohamed Laksaci.

Ainsi, le gouverneur considère que la bonne gouvernance implique la désignation de dirigeants compétents, une description précise des rôles et responsabilités de l'autorité de contrôle, une maîtrise des risques, une mise en place de dispositifs de contrôle interne et une information financière transparente et accessible aux tiers. Or, une bonne gouvernance permet de protéger les banques, certes mais aussi les déposants et consolide les objectifs de surveillance et de supervision.

C. B.

## RÉÉCHELONNEMENT DES DETTES BANCAIRES DES PME

### Les délais de traitement prolongés jusqu'à fin juillet

Les délais de traitement des dossiers de rééchelonnement des dettes bancaires des PME, fixés initialement pour le 31 mai, ont été prolongés jusqu'à la fin juillet 2012.

Selon le président de l'Association des banques et établissements financiers (Abef), Djamel Bessa, ce report du délai initial vise à permettre aux banques publiques et privées concernées de pouvoir traiter le grand nombre de dossiers de rééchelonnement déposés par les PME en difficulté durant la période octobre 2011- fin janvier 2012.

Décidé par les pouvoirs publics, le rééchelonnement des créances bancaires permettra aux PME concernées de bénéficier d'un différé de remboursement de trois ans et de l'annulation des agios, le Trésor public prenant en charge les intérêts.

C. B.

## COMMISSAIRES AUX COMPTES, COMPTABLES ET EXPERTS-COMPTABLES

### Des étrangers exercent dans l'illégalité

La profession d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé s'est vue dotée d'un ensemble de textes régissant la profession (loi, décret exécutifs et arrêtés d'application) pour asseoir de façon irréversible la réforme entreprise par les pouvoirs publics à l'effet d'organiser et d'encadrer la profession, dans l'objectif de répondre au mieux aux demandes des sociétés et organismes dans les domaines du conseil, de l'audit, du contrôle légal et de la tenue des comptes.

A travers cet arsenal juridique, il est clairement précisé que seule la personne (morale ou physique) agréée par le ministre chargé des Finances et inscrite au tableau de l'Ordre national des experts-comptables, de la Chambre nationale des commissaires aux comptes et de l'Organisation nationale des comptables agréés est habilitée à exercer cette profession si elle répond aux conditions et critères prévus par la loi 10-01 du 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé.

Or, il se trouve que depuis quelque temps, les professionnels de ce secteur ont constaté l'existence de cabinets organisés en sociétés commerciales et donc inscrites au Centre national du registre du commerce, sous l'objet social de «cabinet d'affaires» qui exercent dans l'illégalité la plus totale des missions identiques à celles réservées exclusivement par la loi à la profession réglementée, notamment en matière de conseil financier et économique, d'audit contractuel et même de contrôle légal puisque leurs travaux sont sanctionnés par des rapports qui expriment une opinion motivée sur la régularité et l'image fidèle financières.

Aussi, et comme il s'agit de sociétés filiales de cabinets installés à l'étranger, nous assistons à un transfert de devises sous forme de dividendes ou sous d'autres formules, sur la base d'une facturation d'honoraires qui ne repose sur aucune logique acceptable et tolérée par les professionnels de ce secteur.

Peut-on parler pour ces sociétés d'exercice illégal de la profession ? L'Ordre national des experts-comptables le pense. Dans son communiqué numéro 2, l'Ordre rappelle que ces sociétés persistent dans leur activité en ignorant complètement la loi algérienne, d'autant que les services concernés ne les inquiètent nullement.

Les experts-comptables, les commissaires aux comptes et les comptables agréés ont d'ailleurs été appelés à réagir face à de pareils cas et d'en informer aussi bien l'Ordre national des experts-comptables, la Chambre nationale des commissaires aux comptes que l'Organisation nationale des comptables agréés, mais également d'engager des procédures judiciaires devant le procureur de la République territorialement compétent, et ce, en application des articles 73 et 74 de la loi précitée.

Visiblement, dans cette profession, les acteurs ont décidé de sortir de leur mutisme.

R. B.

## Une union des banques francophones en gestation

Une union des banques francophones est en gestation, selon un membre de la Fédération des banques françaises (FBF), Jean-François Pons.

Ouverte à l'adhésion de toutes les banques et associations bancaires des pays francophones du Maghreb, d'Afrique, d'Europe et de l'Amérique du Nord, cette union permettra le développement de la coopération et l'échange d'expertises en matière de bonnes pratiques bancaires. Elle pourrait être mise sur les rails lors de la conférence, prévue les 20 et 21 septembre 2012 à Marrakech sous l'égide de la FBF et du groupement professionnel des banques du Maroc et consacrée à la thématique du financement des PME.

C. B.